

PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

a) SECTEUR DE SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2009, ce secteur a connu une activité normative importante.

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Les dispositions fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, maintenance ou de services au titre de l'institut national d'études de stratégie globale (JO N° 21).
- Les dispositions fixant le nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'institut national d'études de stratégie globale (JO N° 21).
- Institution d'une commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle du 9 avril 2009 (JO N° 9).
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du quarante-septième (47ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation (JO N° 15, 40, 70).
- Désignation du coordonnateur de la commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle du 9 avril 2009 (JO N° 9).
- Reconduction du Premier ministre et de membres du Gouvernement dans leurs fonctions (JO N° 25).
- Délégation au Premier ministre à l'effet de présider les réunions du Gouvernement (JO N° 25).
- Instruction relative à l'élection à la Présidence de la République (9 avril 2009) (JO N° 9).

Au titre du secrétariat général du gouvernement (La direction générale de la fonction publique)

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portants :

- Dispositions applicables du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique (JO N° 43).
- Fixation de nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques et des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de la direction générale de la fonction publique (JO N° 21).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de services au titre de la direction générale de la fonction publique (JO N° 21).

Au titre du conseil constitutionnel il convient de signaler ce qui suit :

- Délibération modifiant et complétant le règlement et le fonctionnement du Conseil constitutionnel (JO N° 4).
- Acceptation de candidature à l'élection à la Présidence de la République (JO N° 14).
- Rejet de candidature à l'élection à la Présidence de la République (JO N° 14).
- Liste des candidats à l'élection du Président de la République (JO N° 14).
- Proclamation résultats de l'élection du Président de la République (JO N° 22).
- Remplacement d'un député à l'assemblée populaire nationale (JO N° 23, 45).
- Compte de campagne électorale du candidat Abdelaziz BOUTEFLIKA élu Président de la République (JO N° 59).

Au titre de la Cour Des Comptes il convient de signaler ce qui suit :

- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes (JO N° 60).
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes (JO N° 76).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de la Cour des comptes (JO N° 77).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de la Cour des comptes (JO N° 77).

Au titre de Conseil National Economique et Social :

- Avis sur le document portant stratégie dossier "e-Algerie 2013" (JO N° 54).

Pour le Haut Conseil Islamique il convient de signaler ce qui suit :

- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du Haut conseil islamique (JO N° 14).
- Fixation de nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre du Haut conseil islamique (JO N° 31).
- Fixation de nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre du Haut conseil islamique (JO N° 31).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du Haut conseil islamique (JO N° 39).

Pour l'Académie Algérienne de la Langue Arabe il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation de nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'académie algérienne de la langue arabe (JO N° 21).
- Fixation de nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'académie algérienne de la langue arabe (JO N° 21).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de services au titre de l'académie algérienne de la langue arabe (JO N° 21).

Pour le Conseil Supérieur de la Langue Arabe :

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de services au titre du conseil supérieur de la langue arabe (JO N° 21).
- Nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre du conseil supérieur de la langue arabe (JO N° 21).
- Nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre du conseil supérieur de la langue arabe (JO N° 21).

Au titre du HAUT COM/CH/REH AMAZIGHITE il convient de citée ce qui suit :

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du Haut commissariat à l'amazighité (JO N° 40).

Au titre des services du premier ministère l'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Missions et organisation du cabinet du Premier ministre (JO N° 10).
- Attributions et organisation de la direction de l'administration des moyens du Premier ministre (JO N° 10).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services du Premier ministre (JO N° 20).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques des services du Premier ministre (JO N° 20).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs des services du Premier ministre (JO N° 20).

Au titre du ministère de la défense nationale l'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Fixation des attributions, la composition et le fonctionnement des commissions médicales de réforme et de recours de l'Armée nationale populaire (JO N° 4).
- Les pouvoirs de police aux frontières et à la douane au niveau des aérodromes militaires (JO N° 9).
- Conditions et les modalités d'attribution de la médaille d'honneur à titre étranger (JO N° 10).
- Création du conseil national de l'information géographique (CNIG) (JO N° 24, 34).
- Création de l'institut national de criminalistique et de criminologie de la gendarmerie nationale et fixant son statut (JO N° 24).
- Erigeant l'entreprise des réalisations industrielles de Seriana en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'entreprise de construction aéronautique de l'Armée nationale populaire en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'institut national de cartographie et de télédétection en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'entreprise de rénovation des matériels aéronautiques en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant la Base centrale logistique de Béni Mered en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'entreprise de l'habillement et de la chaussure en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'entreprise de constructions mécaniques de Khenchela en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'entreprise des éditions populaires de l'Armée en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'entreprise centrale de construction de l'Armée nationale populaire en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'entreprise de rénovation des matériels spécifiques en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Erigeant l'office national des substances explosives en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 26).
- Missions et organisation de la gendarmerie nationale (JO N° 26).
- Création de l'établissement de développement de l'industrie de véhicules de Tiaret (JO N° 39).

- Création de l'établissement de la plate-forme de systèmes électroniques de Sidi Bel Abbès (JO N° 39).
- Création de l'établissement de réalisation de systèmes de vidéosurveillance (JO N° 61).
- Renouvellement de détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, au titre de l'année universitaire 2008-2009 (JO N° 37, 73).
- Ouverture de filières et d'options en magistère à l'école militaire polytechnique 1ère région militaire et fixant le nombre des places pédagogiques ouvertes pour l'année universitaire 2008-2009 (JO N° 37).
- Renouvellement de détachement de présidents de tribunaux militaires permanents (JO N° 35).
- Renouvellement de détachement du président du tribunal militaire permanent d'Oran / 2ème région militaire (JO N° 44).
- Validation du programme de formation pour l'obtention du certificat d'études spécialisées en diabétologie, organisé à l'école nationale de santé militaire (JO N° 53).
- Fin au détachement, auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, de deux (2) enseignantes relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N° 73).

Au titre du ministère des affaires étrangères

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par :

1- la ratification de nombreuses conventions internationales, notamment :

- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Conseil fédéral suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Alger le 3 juin 2006 (JO N° 4).
- Levée de la réserve de la République algérienne démocratique et populaire sur l'article 9.2 de la convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (JO N° 5).
- Ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, signée à Alger le 15 juin 2008 (JO N° 5).
- Ratification de l'accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Corée, signé à Alger, le 18 janvier 2005 (JO N° 9).
- Fixation des conditions d'attribution des titres officiels de voyage délivrés par le ministère des affaires étrangères (JO N° 7).
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis en matière de coopération douanière, signée à Abu Dhabi, le 12 juin 2007 (JO N° 24).

- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine des sports entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Argentine, signé à Alger le 6 avril 2008 (JO N° 24).
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït sur la coopération économique et technique, signée au Koweït le 20 avril 2008 (JO N° 24).
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Autorité nationale palestinienne relatif à la mise en œuvre de la résolution n° 200 du sommet arabe du Caire de 2000, signé à Alger, le 29 juin 2008 (JO N° 24).
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, relatif à la coopération douanière, signé à Téhéran, le 12 août 2008 (JO N° 24).
- Ratification du texte de l'amendement du paragraphe 3 de l'article 1er de la convention arabe de lutte contre le terrorisme, adopté par le Conseil des ministres de la justice arabes, le 29 novembre 2006 et le Conseil des ministres de l'intérieur arabes, les 30-31 janvier 2008 (JO N° 31).
- Ratification de l'accord de services aériens entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, signé à Alger le 7 août 2007 (JO N° 31).
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran en vue d'éviter les doubles impositions et l'échange de renseignements en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Téhéran le 12 août 2008 (JO N° 32).
- Ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée par l'assemblée générale des Nations unies le 13 décembre 2006 (JO N° 33).
- Ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Chine pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé à Alger, le 24 mars 2008 (JO N° 36).
- Ratification de l'accord de coopération pour le développement et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française, signé à Alger le 21 juin 2008 (JO N° 36).
- Ratification de l'accord relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe syrienne, signé à Damas le 16 octobre 2008 (JO N° 36).
- Ratification de l'accord sur le fonctionnement du forum des pays exportateurs de gaz, signé à Moscou le 23 décembre 2008 (JO N° 38).
- Dispositions applicables au statut particulier des agents diplomatiques et consulaires (JO N° 38).
- Ratification de la convention consulaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe syrienne, signée à Damas le 16 octobre 2008 (JO N° 50).

- Ratification de la convention relative à la création de la haute commission mixte entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe syrienne, signée à Damas le 16 octobre 2008 (JO N° 50).
- Ratification du protocole de coopération dans le domaine de la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Tunis le 4 décembre 2008 (JO N° 50).
- Ratification de la convention d'unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés, adoptée à Rome le 24 juin 1995 (JO N° 51).
- Ratification du deuxième protocole relatif à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, adopté à La Haye le 26 mars 1999 (JO N° 51).
- Ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, adoptée par la 31ème session de la conférence générale de l'UNESCO le 2 novembre 2001 (JO N° 51).
- Ratification de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée par la 33ème session de la conférence générale de l'UNESCO le 20 octobre 2005 (JO N° 51).
- Ratification de l'accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Fédération de Russie, signé à Moscou le 19 février 2008 (JO N° 53).
- Approbation du statut-type des centres culturels algériens à l'étranger (JO N° 54).

Au titre du ministère de la justice l'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant:

- Mise en position d'activité, auprès du ministère de la justice, de certains corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique et des personnels paramédicaux et de psychologues relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N° 6).
- Liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire (JO N° 16).
- Liste des licences de l'enseignement supérieur pour le recrutement au corps des personnels de commandement, grade d'officier de rééducation (JO N° 16).
- Fixation de cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire (JO N° 16).
- Fixation des programmes des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire (JO N° 16).
- Modification du code pénal (JO N° 15).
- Modification relative à l'assistance judiciaire (JO N° 15).
- Organisation des règles particulières relatives à la prévention et à la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication (JO N°47).
- Changement de nom (JO N° 67, 68, 69, 70, 71, 72).

- Conditions d'accès, d'exercice et de discipline de la profession d'huissier de justice ainsi que les règles de son organisation et de son fonctionnement (JO N° 11).
- Fixation des honoraires de l'huissier de justice (JO N° 11).
- Modalités de la tenue et de la vérification de la comptabilité de l'huissier de justice (JO N° 11).
- Modalités de désignation du médiateur judiciaire (JO N° 16, 26).
- Ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2009 (JO N° 12).
- Fixation de la composition et les missions de la commission chargée de la destruction des sceaux de l'Etat (JO N° 14).
- Désignation des magistrats présidents des commissions électorales des wilayas et de la commission électorale chargée de centraliser les résultats de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection à la présidence de la République du 09 avril 2009 (JO N° 17).
- Création d'une section judiciaire dans le ressort du tribunal de Bouira (JO N° 20).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'école supérieure de la magistrature (JO N° 23).
- Nomination des membres du conseil d'administration du centre de recherche juridique et judiciaire (JO N° 23).
- Organisation et ouverture du sixième concours national pour l'accès à la profession de traducteur interprète officiel (JO N° 28).
- Création de deux ordres régionaux d'avocats des régions de Béjaïa et Boumerdès (JO N° 63).
- Désignation des présidents des commissions électorales de wilayas en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 74).
- Désignation des membres et secrétaires des bureaux de vote en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 74).

Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme

- Approbation de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (JO N° 49, 61).
- Missions, composition et modalités de nomination des membres et au fonctionnement de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (JO N° 49).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (JO N° 52).
- Fixation de nombre des postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (JO N° 52).

Au titre du ministère de l'intérieur et des collectivités locales

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Convocation du corps électoral en vue de l'élection du Président de la République (JO N° 9).
- Formalités de souscription et de légalisation de signatures individuelles pour les candidats à l'élection à la Présidence de la République (JO N° 1).
- Fixation du libellé et des caractéristiques techniques des bulletins de vote pour l'élection à la présidence de la République (JO N° 17).
- Organisation et fonctionnement de l'école nationale d'administration (JO N° 46).
- Délimitation du périmètre de sécurité du centre de recherche nucléaire de Draria, wilaya d'Alger (JO N° 62).
- Convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 65).
- Délimitation du périmètre de protection de l'aéroport international d'Oran - Es-Senian, Constantine - Mohamed Boudiaf, et de Annaba - Rabah Bitat (JO N° 66).
- Délimitation du périmètre de protection du port d'Oran, d'Arzew et de Béthioua, Mostaganem, Djen Djen (Jijel), Skikda, Béjaïa et Annaba (JO N° 66).
- Fixation des règles de sécurité applicables aux activités portant sur les équipements sensibles (JO N° 73).
- Liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2009 (JO N° 17).
- Caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signatures individuelles pour les candidats à l'élection à la Présidence de la République (JO N° 1).
- Fixation de la date et le lieu de retrait des formulaires de souscription de signatures individuelles pour les candidats à l'élection à la Présidence de la République (JO N° 1).
- Caractéristiques techniques du bulletin de vote pour l'élection à la présidence de la République (JO N° 17).
- Autorisation aux walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection à la Présidence de la République du 9 avril 2009 (JO N° 20).
- Taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas (JO N° 25).
- Caractéristiques techniques du livret du pèlerin pour la campagne de pèlerinage 1430 correspondant à l'année 2009 (JO N° 47).
- Fixation de la forme des caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 74).

- Organisation interne de l'école nationale d'administration (JO N° 20).
- Déclaration de l'état de catastrophe naturelle et de zones sinistrées dans la wilaya d'Adrar (JO N° 12).
- Conditions et modalités d'importation, d'acquisition, de détention, d'exploitation, de cession et de transport des équipements sensibles (JO N° 15).
- Désignation des membres de la commission électorale chargée de centraliser les résultats de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection à la présidence de la République du 09 avril 2009 (JO N° 17).
- Autorisation aux chefs de postes diplomatiques et consulaires à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection à la Présidence de la République du 9 avril 2009 (JO N° 20).
- Fixation de taux de participation des wilayas au fonds de garantie des impositions des wilayas et des communes (JO N° 25).
- Conditions d'accès aux postes supérieurs relevant de l'école nationale d'administration (JO N° 38).
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales de certains corps spécifiques au ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N° 49).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale des transmissions nationales (JO N° 49).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale de la direction générale des transmissions nationales (JO N° 49).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale des transmissions nationales (JO N° 49).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale des transmissions nationales (JO N° 49).
- Placement en position d'activité de certains corps spécifiques du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (école nationale d'administration) (JO N° 74).

Au titre du ministère chargé des relations avec le parlement

Il convient de souligner la publication de textes portant :

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du ministère des relations avec le Parlement (JO N° 25).

- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs dans les institutions et administrations publiques au titre du ministère des relations avec le Parlement (JO N° 37).

- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre du ministère des relations avec le Parlement (JO N° 37).

b) SECTEUR FINANCE ET ECONOMIE

Le secteur des finances a procédé à la publication de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique notamment ceux portant :

- Création d'un chapitre et transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'Etat pour l'année 2008 (JO N° 1, 2, 7).

- Répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour l'année 2008 (JO N° 2).

- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale (JO N° 2, 3, 5, 10).

- Modification de la répartition des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2008 par secteur (JO N° 3, 5).

- Fixation des règles d'évaluation et de comptabilisation, le contenu et la présentation des états financiers ainsi que la nomenclature et les règles de fonctionnement des comptes (JO N° 19).

- Fixation des seuils de chiffre d'affaires, d'effectif et l'activité applicables aux petites entités pour la tenue d'une comptabilité financière simplifiée (JO N° 19).

- Retrait d'agrément à la société de courtage "SARL. ASGEN" en qualité de société de courtage d'assurance (JO N° 17).

- Octroi d'agrément de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée "WAFASSURANCE", "GENERAL GOLDEN INSURANCE", "NIAR GLOBAL CONSULTING" en qualité de sociétés de courtage d'assurance (JO N° 17).

- Homologation de l'uniforme du corps des douanes et les conditions de son port (JO N° 14).

- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux de fournitures, d'études et de services (JO N° 10).

- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO N° 10).

- Fixation des critères de compétence et de professionnalisme des dirigeants de la société de capital investissement (JO N° 5).

- Création et suppression de certains bureaux de douane (JO N° 2).

- Fixation de la date d'ouverture des bureaux de douane d'Oran - dépôt et d'Oran - extérieur (JO N° 9).

- Règlement relatif au capital minimum des coopératives d'épargne et de crédit (JO N° 15).

- Règlement fixant les conditions d'autorisation d'établissement et d'agrément des coopératives d'épargne et de crédit (JO N° 15).
- Promulgation de la loi de finances complémentaire pour 2009 (JO N° 44, 53, 59).
- Promulgation de la loi de finances pour 2010 (JO N° 78).
- Création d'un chapitre et répartition de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2009 (JO N° 8, 18, 24, 30, 31, 36, 46, 48, 52, 53, 68, 75).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, pour l'année 2009, des différentes institutions et ministères (JO N° 11, 14, 17, 26, 30, 34, 54, 65, 76).
- Virement et transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2009 (JO N° 9, 16, 18, 24, 30, 31, 33, 34, 36, 44, 53, 54, 68, 70, 75, 75, 60, 65, 68, 76, 77).
- Autorisant la régularisation des souscriptions de l'Algérie au titre des précédentes reconstitutions des ressources de l'association internationale de développement (JO N° 29).
- Autorisant la souscription de l'Algérie à la quinzième reconstitution des ressources de l'association internationale de développement (JO N° 29).
- Autorisant la contribution de l'Algérie à la huitième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA) (JO N° 47).
- Fixation du niveau et les modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des prêts octroyés par les établissements de crédit pour la reconstruction d'habitations en remplacement des chalets réalisés suite au séisme de l'année 1980 (JO N° 1).
- Fixation du niveau et les modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des prêts octroyés par les établissements de crédit pour la reconstruction des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal situés dans les wilayas d'Alger et de Boumerdes détruits ou déclarés irrécupérables suite au séisme du 21 mai 2003 (JO N° 1).
- Approbation du statut-type des sociétés d'assurance à forme mutuelle (JO N° 3).
- Fixation de la procédure de paiement par accreditif des dépenses de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif (JO N° 7).
- Fixation les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé "Fonds national de soutien au micro-crédit" (JO N° 12).
- Fixation les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-125 intitulé "Fonds spécial pour le développement des transports publics" (JO N° 12).
- Fixation les conditions et les modalités de contrôle et d'audit de gestion des entreprises publiques économiques par l'inspection générale des finances (JO N° 14).
- Fixation des conditions et modalités de tenue de la comptabilité au moyen de systèmes informatiques (JO N° 21).

- Fixation des modalités d'organisation et de fonctionnement ainsi que les conditions financières du fonds de garantie des assurés (JO N°21).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la restructuration et au réaménagement d'une partie du périmètre du pôle urbain dit "des abattoirs" (JO N°21).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé "Fonds d'appropriation des usages et du développement des technologies de l'information et de la communication" (JO N°26).
- Fixation des conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement (JO N°27).
- Fixation des conditions et modalités de concession et de gestion des actifs résiduels des entreprises publiques autonomes et non autonomes dissoutes et des actifs excédentaires des entreprises publiques et économiques (JO N°27).
- Fixation des modèles-types de formulaires pour le recouvrement forcé des cotisations de sécurité sociale par voie de rôle et de la contrainte (JO N°30).
- Fixation du montant de l'indemnité allouée aux membres de la commission de supervision des assurances (JO N°41).
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'organe spécialisé en matière de tarification des assurances (JO N°47).
- L'exemption des droits et taxes des produits chimiques et organiques importés par les fabricants de médicaments à usage vétérinaire (JO N°49).
- Fixation des conditions et modalités d'application des articles 55 et 56 de la loi n° 97-02 portant loi de finances pour 1998 relatifs respectivement à la taxe de formation professionnelle continue et à la taxe d'apprentissage (JO N°49).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-129 intitulé "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation Tlemcen capitale de la culture islamique 2011" (JO N°64).
- Fixation de la liste des semences destinées à la production des produits agro-alimentaires, exonérées des droits de douanes à l'importation (JO N°65).
- Modification du contrôle préalable des dépenses engagées (JO N°67).
- Modification du capital minimum des sociétés d'assurance (JO N°67).
- Fixation de niveau et modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des prêts octroyés par les établissements de crédit pour la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer (JO N°74).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-062 intitulé "Bonification du taux d'intérêt sur les investissements" (JO N°76).
- Disposition portant détermination des prescriptions du cahier des charges à souscrire par les artisans traditionnels ainsi que par ceux exerçant une activité d'artisanat d'art, exemptés de l'impôt forfaitaire unique (JO N°77).

- Octroi d'agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture "MAATEC" (JO N°19).
- Renouvellement de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires dont la carrière est gérée par les services de l'administration centrale du ministère des finances (JO N°23).
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N°45).
- Fixation de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N°45).
- Définissant les informations à fournir à l'appui du dossier de demande d'autorisation pour l'exercice de l'activité de capital investissement (JO N°28).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut supérieur de gestion et de planification (JO N°48).
- Fixation de la composition de la commission des œuvres sociales de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N°42).
- Fixation de l'implantation et la compétence territoriale des directions régionales et des inspections divisionnaires des douanes (JO N°37).
- Nomination des membres du conseil national de la comptabilité (JO N°48).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO N°35).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures, d'études et de services (JO N°35).
- Fixation du montant et les modalités de versement, au profit du Trésor, des droits perçus à l'occasion des prestations fournies par les conservations foncières (JO N°40).
- Souscription de la déclaration et à la délivrance de l'attestation pour les transferts de fonds vers l'étranger (JO N°62).
- Création de commissions paritaires auprès de la direction des ressources humaines au ministère des finances (JO N°67).
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires créées auprès de la direction des ressources humaines du ministère des finances (JO N°67).
- Implantation et la compétence territoriale des inspections régionales des douanes (JO N°72).
- Retrait d'agrément d'un courtier d'assurance (JO N°75).
- Octroi d'agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) (JO N°75).
- Organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale (JO N°20).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'administration centrale du ministère des finances (JO N°35).

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance de l'inspection générale et de service au titre de l'administration centrale du ministère des finances (JO N°37, 40, 41).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques et des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de l'inspection générale des finances (JO N°61).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale du budget (JO N°63).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale du budget (JO N°63).
- Délai d'acquittement de la vignette automobile pour 2009 (JO N°20).
- Création d'un bureau de douane à Bordj Bou Arréridj (JO N°40).
- Suppression d'une recette des douanes (JO N°49).
- Date d'ouverture du bureau de douane de Bordj Bou Arréridj (JO N°72).

Au titre de la banque d'Algérie il convient de souligner :

- Règlement relatif au capital minimum des coopératives d'épargne et de crédit (JO N°15).
- Règlement fixant les conditions d'autorisation d'établissement et d'agrément des coopératives d'épargne et de crédit (JO N°15).
- Situation mensuelle du 31 octobre au 31 décembre 2008 (JO N°48).
- Situation mensuelle du 31 janvier au 30 septembre 2009 (JO N°48, 52, 59, 74).
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie (JO N°14).
- Règlement relatif aux comptes devises des personnes physiques, de nationalité étrangère, résidentes et non résidentes et des personnes morales non résidentes (JO N°25).
- Règlement relatif aux opérations, instruments et procédures de politique monétaire (JO N°53).
- Règlement fixant les règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque (JO N°53).
- Règlement portant plan de comptes bancaire et règles comptables applicables aux banques et aux établissements financiers (JO N°76).
- Règlement relatif à l'établissement et à la publication des états financiers des banques et des établissements financiers (JO N°76).
- Règlement portant balance en devises relatives aux investissements étrangers directs ou en partenariat (JO N°76).

Au titre du Commissariat Général à la Planification et à la Prospective

- Création, missions et organisation du commissariat général à la planification et à la prospective (JO N°38).
- Désignation des membres du bureau du conseil national de la Statistique (JO N°56).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'office national des statistiques (JO N°30).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs des institutions et administrations publiques au titre de l'office national des statistiques (JO N°30).
- Fixation de nombre des postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'office national des statistiques (JO N°30).

Au titre du ministère de l'énergie il convient de souligner les principales activités normatives suivantes:

- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ledjmet" (bloc : 405 b), conclu à Alger le 12 novembre 2008 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "First Calgary Petroleum Limited" (JO N°1).
- Classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO N°12).
- Dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO N°12).
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Guern El Guessa" (blocs : 316 a et 317 a) conclu à Alger le 17 janvier 2009 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT", la société nationale "SONATRACH" et la société "BG NORTH SEA HOLDINGS LIMITED (BG ALGERIA)" (JO N°26).
- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 18 septembre 2006 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Rhourde Yacoub" (bloc : 406a), conclu à Alger le 17 janvier 2009 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT", la société nationale "SONATRACH" et la société "E.ON RUHRGAS E. et P. ALGERIEN GMBH" (JO N°26).
- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 18 septembre 2006 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "El Assel" (blocs : 236b, 404a1 et 405b1), conclu à Alger le 17 janvier 2009 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT", la société nationale "SONATRACH" et la société "Gazprom Netherlands Besloten Vennootschap (Gazprom Netherlands B.V)" (JO N°26).

- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Kerzaz" (blocs : 316b, 319a et 321a) conclu à Alger le 17 janvier 2009 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT", la société nationale "SONATRACH" et la société "Eni Algeria Exploration B.V. (ENI)" (JO N°29).
- Approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 10 juillet 2002 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Touggourt" (blocs : 433a et 416b), conclu à Alger le 15 novembre 2008 entre la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "Pétrovietnam Exploration Production Corporation LTD" et "PTTEP Algeria Company Limited " (JO N°29).
- Approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 10 juillet 2002 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Touat" (blocs : 352a et 353), conclu à Alger le 25 janvier 2009 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "Gaz de France Exploration Algeria B.V " (JO N°29).
- Approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 10 juillet 2002 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Timimoun" (blocs : 325a et 329), conclu à Alger le 11 janvier 2009 entre la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "TOTAL E et P ALGERIE" et "Compania Espanola de Petroleos S.A. (CEPSA)" (JO N°29).
- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 10 juillet 2002 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Zemlet En Naga" (bloc : 403 C/E), conclu à Alger le 15 novembre 2008 entre la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "ANADARKO ALGERIA bloc : 403 C/E Company" et "MAERSK OLIE ALGERIET A/S" (JO N°29).
- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 10 juillet 2002 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Reggane Nord" (blocs : 351C et 352 C), conclu à Alger le 15 novembre 2008 entre la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "REPSOL Exploration Argelia, S.A", "RWE-DEA AG" et "EDISON International" (JO N°29).
- Approbation de contrats pour l'exploitation d'hydrocarbures, conclus à Alger le 15 juillet 2009 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et SONATRACH-S.P.A (JO N°53).
- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 15 décembre 1987 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures liquides sur le périmètre dénommé "Zemoul El Kbar" (bloc: 403), conclu à Alger, le 23 juin 2009 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "ENI Algeria Production B.V. (ENI)" (JO N°69).
- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 13 mai 1995 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Zemoul El Kbar" (bloc : 403a), conclu à Alger, le 23 juin 2009 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "ENI Algeria Exploration B.V. (ENI)" (JO N°69).
- Approbation des avenants n°1 aux contrats du 18 septembre 2006 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures conclu à Alger, le 21 juillet 2009 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT" et SONATRACH-S.P.A (JO N°69).
- Approbation du contrat pour l'exploitation d'hydrocarbures, sur le périmètre d'exploitation dénommé "Rhourde Messaoud Nord", conclu à Alger, le 20 juillet 2009 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et SONATRACH-S.P.A (JO N°69).

- Fixation des outils et la méthodologie d'élaboration du programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité (JO N°7).
- Conditions d'exploitation des installations de fabrication des produits chimiques des tableaux 1 et 2 de l'annexe sur les produits chimiques de la convention sur l'interdiction de la mise au point de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (JO N°28).
- Procédures et formalités des autorisations de transfert des produits chimiques des tableaux 1 et 3 de l'annexe sur les produits chimiques de la convention sur l'interdiction de la mise au point de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (JO N°28).
- Modalités des inspections de vérification nationales et internationales des installations déclarées au sens de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (JO N°28).
- Modalités de déclaration des activités liées à l'application de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (JO N°28).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de lignes hautes et très hautes tensions (JO N°39).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la nouvelle zone industrielle, commune de Sougueur, wilaya de Tiaret (JO N°42).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'énergie et des mines (JO N°43).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des programmes des antennes de gaz naturel haute pression (JO N°50).
- Création, organisation et fonctionnement des directions de wilayas de l'énergie et des mines (JO N°54).
- Création, organisation et fonctionnement de l'institut algérien des mines (JO N°57).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de lignes hautes et très hautes tensions (JO N°65).
- Dispositions relatif à l'étiquetage énergétique des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO N°22).
- Dispositions relatif à l'étiquetage énergétique des climatiseurs à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO N°22).
- Dispositions relatif à l'étiquetage énergétique des lampes domestiques soumises aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO N°22).
- Dispositions déterminant les canalisations d'hydrocarbures gazeux relevant du secteur des hydrocarbures et les installations faisant partie du réseau de transport du gaz destiné à alimenter le marché national (JO N°34).

- Dispositions définissant les échelles des cartes géologiques régulières, des cartes géophysiques et géochimiques régionales (JO N°53).

Au titre du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements il convient de signaler la publication de textes portant :

- Composition du jury du prix algérien de la qualité (JO N°7).
- Création de la commission de recours au niveau du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°22).
- Fixation de la composition de la commission de recours au niveau du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°22).
- Création, organisation et fonctionnement des directions de wilaya de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°12, 64).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°55).
- Fixation des modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans internes d'intervention par les exploitants des installations industrielles (JO N°60).
- Fixation des modalités de modification des listes des biens et services bénéficiant des avantages fiscaux et déterminant la composition du dossier y afférent (JO N°22).
- Procédures de traitement et la composition des dossiers de modification des décisions d'octroi d'avantages (JO N°25).
- Liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°25).
- Fixation de la composition du dossier et la procédure d'introduction de la déclaration d'investissement (JO N°31).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration de l'institut national algérien de la propriété industrielle (JO N°31).
- Composition du conseil d'administration de l'organisme algérien d'accréditation "ALGERAC" (JO N°31).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'institut algérien de la normalisation (JO N°42).
- Modalités d'agrément des mandataires en propriété industrielle (JO N°37).
- Désignation des membres de la commission de recours compétente en matière d'investissement (JO N°63).
- Composition du jury du prix algérien de la qualité, édition 2009 (JO N°76).
- Etat annuel d'avancement des projets d'investissements (JO N°25).

- Nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°49).
- Nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°49).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements en chargés d'études et en bureaux (JO N°56).
- Effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant les activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°56).

Au titre de ministère du commerce il convient de signaler ce qui suit :

- Liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national du registre du commerce (JO N°9).
- Liste des produits de consommation présentant un caractère de toxicité ou un risque particulier ainsi que les listes des substances chimiques dont l'utilisation est interdite ou réglementée pour la fabrication desdits produits (JO N°23).
- Loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes (JO N°15).
- Modalités particulières d'information sur les prix applicables à certains secteurs d'activités ou à certains biens et services spécifiques (JO N°10).
- Conditions d'exercice des activités d'importation des matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état par les sociétés commerciales dont les associés ou les actionnaires sont des étrangers (JO N°30).
- Conditions et les modalités d'implantation et d'aménagement des espaces commerciaux et d'exercice de certaines activités commerciales (JO N°30).
- Fixation des marges plafonds de gros et de détail applicables au ciment portland composé conditionné (JO N°44).
- Conditions d'exercice des activités d'importation des matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état par les sociétés commerciales dont les associés ou les actionnaires sont des étrangers (JO N°51).
- Approbation du statut particulier applicable aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du commerce (JO N°75).
- Création du comité de suivi du commerce extérieur et fixant sa composition, ses missions et son organisation (JO N°77).
- Dispense de l'indication du numéro de lot sur l'étiquetage de certaines denrées alimentaires (JO N°19).
- Implantation des subdivisions territoriales du commerce (JO N°34).

- Modification et mise à jour de la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce (JO N°42).
- Liste nominative des membres du comité national du codex alimentarius (JO N°52).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE) (JO N°63).
- Modalités de répartition du produit du droit de timbre perçu au titre de l'immatriculation ou de la modification du registre du commerce au profit de la chambre algérienne de commerce et d'industrie et des chambres de commerce et d'industrie (JO N°71).

Au titre du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat il convient de signaler ce qui suit:

- Modèle et le contenu du procès-verbal d'inspection (JO N°22).
- Fixation du spécimen, les modalités de délivrance et de retrait de la commission d'emploi (JO N°22).
- Création d'annexes de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise à Alger, Oran, Annaba, Sétif et Ghardaïa (JO N°40).
- Modalités de mise en place de la banque de données des petite et moyenne entreprises (PME) (JO N°2).
- Organisation et fonctionnement du conseil national consultatif pour la promotion des petite et moyenne entreprises (JO N°10).
- Organisation et fonctionnement des chambres de l'artisanat et des métiers (JO N°59).
- Liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°49).
- Nomination des membres du comité du prix national de l'innovation pour les petites et moyennes entreprises (JO N°54).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°25).
- Classification de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°25).
- Fixation de nombres de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, au titre de l'administration centrale du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°48).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et appariteurs, au titre de l'administration centrale du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°48).

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (JO N°55).

c) SECTEUR INFRASTRUCTURES DE BASE

Ce secteur a été caractérisé au cours de l'année considérée par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

Au titre du ministère des travaux publics il convient de signaler les textes portants:

- Déclaration d'utilité publique l'opération portant réalisation de la pénétrante autoroutière reliant le port Djen Djen à l'autoroute Est-Ouest et la ville de Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest (JO N°30).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'office national de la signalisation maritime (JO N°67).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics (JO N°69).
- Création de l'organisme national de contrôle technique des travaux publics (JO N°74).
- Classement et déclassement de certains tronçons de voies de communication (JO N°74).
- Approbation du document technique réglementaire relatif aux règles parasismiques applicables au domaine des ouvrages d'art (JO N°63).
- Approbation du document technique réglementaire relatif aux règles définissant les charges à appliquer dans le calcul et les épreuves des ponts routes (JO N°63).
- Organisation et fonctionnement des services, des subdivisions territoriales et fonctionnelles des directions des travaux publics de wilayas (JO N°34).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au niveau de l'office national de signalisation maritime (JO N°40).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics en bureaux (JO N°62).

Au titre du ministère des ressources en eau les principaux textes publiés portent sur :

- Approbation de la loi relative à l'eau (JO N°44, 59).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Z'Hor dans la localité de Collo, wilaya de Skikda (JO N°30).
- Modalités d'octroi de l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques dans un réseau public d'assainissement ou dans une station d'épuration (JO N°36).

- Modalités d'autorisation de plantations de cultures annuelles sur le domaine public hydraulique naturel (JO N°39).
- Déclaration d'utilité publique, l'opération de construction du barrage de Seklafa et l'ouvrage de son transfert à partir de Oued Chergui, dans la wilaya de Laghouat et du barrage de Soubella dans la commune de Magra, wilaya de M'Sila (JO N°60).
- Conditions d'interdiction d'extraction des matériaux alluvionnaires dans les lits d'oueds et tronçons d'oueds présentant un risque de dégradation ainsi que les modalités d'exploitation dans les sites autorisés (JO N°67).
- Modalités de suivi médical des personnes exerçant au niveau des ouvrages et installations d'exploitation d'un service public de l'eau (JO N°70).
- Dispositions définissant les instruments de prévision des crues (JO N°71).
- Fixation de la nature, la périodicité et les méthodes d'analyse de l'eau de consommation humaine (JO N°75).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des ressources en eau (JO N°66).

Au titre du ministère de l'agriculture et du développement rural il convient de citer les textes portants :

- Mesures de protection pour la sauvegarde des espèces animales protégées et de leurs habitats (JO N°1).
- Dispositions déterminant les centres spécialisés de naturalisation des espèces animales protégées trouvées mortes (JO N°1).
- Modalités de capture des spécimens d'animaux classés espèces animales menacées de disparition (JO N°1).
- Liste provisoire des espèces et variétés de céréales, de pommes de terre et des espèces arboricoles et viticoles autorisées à la production et à la commercialisation (JO N°7).
- Déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Saint Leu, commune de Mers El Hadjadj, dans la wilaya d'Oran, du régime forestier national (JO N°11).
- Déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, canton Sebaâ, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national pour la réalisation d'une station de compression (JO N°11).
- Mesures applicables lors d'importation et d'exportation des médicaments à usage vétérinaire (JO N°16).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 121-302 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" (JO N°26).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 126-302 intitulé "Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles" (JO N°26).

- Création de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes (JO N°55).
- Création de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (I.N.S.I.D) (JO N°56).
- Création du conseil national des forêts et de la protection de la nature (JO N°59).
- Création de l'office national des terres agricoles (JO N°61).
- Modalités d'organisation et de fonctionnement du réseau local de surveillance sanitaire de la faune sauvage et déterminant ses missions (JO N°65).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) (JO N°48).
- Création d'une commission des œuvres sociales auprès du centre cynégétique de Zeralda (JO N°48).
- Liste des matériels agricoles produits en Algérie et acquis dans le cadre des contrats de crédit-bail et dont les loyers sont exemptés de la TVA (JO N°59).
- Liste des types de marchés de services dispensés de la caution de bonne exécution du marché (JO N°61).

Au titre du ministère de la pêche et des ressources halieutiques il convient de citer les textes portants :

- Organisation pédagogique de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (I.N.S.P.A) (JO N°3).
- Organisation, le fonctionnement et les missions du conseil national consultatif de la pêche et de l'aquaculture (JO N°56).
- Fixation des éléments constituant les dépenses et charges communes entre l'armateur et le personnel navigant lors des opérations de pêche (JO N°43).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°55).
- Nominative des membres du conseil d'orientation de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture d'Oran (ITPA d'Oran) (JO N°35).
- Liste des marchés de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO N°43).
- Modalités de fonctionnement du comité de suivi et de surveillance des activités d'exploitation des lacs Oubeira et Mellah (JO N°75).

Au titre du ministère de l'aménagement du territoire de l'environnement et du tourisme il convient de citer les textes portants :

- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des déchets "AND" (JO N°2).

- Nomination des membres du conseil d'administration du conservatoire national des formations à l'environnement (JO N°2).
- Réglementation de l'activité de collecte des déchets spéciaux (JO N°6).
- Déclaration des zones d'expansion touristique (JO N°10).
- Nomenclature des arbres urbains et des arbres d'alignement (JO N°10).
- Fixation de la taxe sur les sacs plastiques importés et/ou produits localement (JO N°12).
- Classement des zones critiques du littoral (JO N°12).
- Organisation et modalités d'attribution du prix national de la ville verte (JO N°16).
- Conditions d'élaboration du plan d'aménagement côtier, son contenu et les modalités de sa mise en œuvre (JO N°21).
- Modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission interministérielle des espaces verts (JO N°21).
- Fixation du contenu et des modalités d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre du plan de gestion des espaces verts (JO N°26).
- Délimitation, déclaration et classement des zones d'expansion et sites touristiques de Zelfana 2 (wilaya de Ghardaïa) et de Hammam Bouhadjar (wilaya de Aïn Témouchent) (JO N°39).
- Dispositions définissant les établissements hôteliers et fixant leur organisation, leur fonctionnement ainsi que les modalités de leur exploitation (JO N°39).
- Déclaration des zones d'expansion touristique (JO N°61).
- Taxe sur les activités polluantes ou dangereuses pour l'environnement (JO N°63).
- Désignation des membres du comité technique du thermalisme (JO N°19).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du centre national de développement des ressources biologiques (JO N°42).
- Conditions, modalités et normes d'exploitation des autres structures destinées à l'hôtellerie (JO N°62).
- Désignation des membres du conseil d'administration du centre nationale des technologies de production plus propre (JO N°64).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'observatoire national de l'environnement et du développement durable (JO N°67).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (JO N°48).
- Organisation administrative du centre national de développement des ressources biologiques (JO N°60).

d) SECTEUR SERVICES

Ce secteur s'est caractérisé par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

Au titre du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication il convient de signaler les textes portants :

- Renouvellement des commissions paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°3).
- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure relevant du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°25).
- Fixation déterminant le contenu du service universel de la poste et des télécommunications, les tarifs qui lui sont appliqués et son mode de financement (JO N°55).
- Approbation du retrait définitif de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications et de fourniture de services téléphoniques fixes internationaux, interurbains et de boucle locale au public octroyée à l'opérateur compagnie algérienne des télécommunications (CAT) (JO N°70).
- Désignation des membres de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°19).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences (JO N°19).
- Liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°58).
- Désignation des membres du conseil d'administration d'"Algérie poste" (JO N°58).
- Création du bulletin officiel du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°23).
- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spécial n°302-128 intitulé (Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication) (JO N°56).
- Modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spécial n°302-128 intitulé (Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication) (JO N°56).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°57).

- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°57).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°57).

Au titre du ministère de l'habitat et de l'urbanisme il convient de citer les textes portants :

- Fixation du fichier national des actes d'urbanisme et des infractions qui s'y rapportent ainsi que des modalités de sa tenue (JO N°56).
- Fixation des caractéristiques du logement destiné à l'usage exclusif de conciergerie (JO N°18).
- Fixation du modèle-type de la fiche technique d'instruction effectuée par les brigades d'enquêtes (JO N°18).
- Fixation du modèle-type de la fiche de synthèse (JO N°18).
- Fixation du montant de la caution payée préalablement à l'occupation du logement public locatif (JO N°18).
- Fixation des modèles-types de la demande du logement public locatif et de la déclaration sur l'honneur (JO N°18).
- Approbation du modèle-type de quittance de loyer (JO N°18).
- Approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme intercommunal de Annaba, El Bouni, El Hadjar et Sidi Ammar de la wilaya de Annaba (JO N°19).
- Fixation de la réglementation relative à l'exercice de la profession d'agent immobilier (JO N°6).
- Procédures de mise en œuvre de la déclaration de mise en conformité des constructions (JO N°27).
- Composition et modalités de fonctionnement des commissions de daira et de recours chargées de se prononcer sur la mise en conformité des constructions (JO N°27).
- Composition et les modalités de désignation et de fonctionnement des brigades de suivi et d'enquête sur la création de lotissements, de groupes d'habitations et de chantiers de constructions (JO N°27).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°43).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme (rectificatif) (JO N°61).
- Fixation des modalités d'instruction et de délivrance du certificat d'urbanisme, du permis de lotir, du certificat de morcellement, du permis de construire, du certificat de conformité et du permis de démolir (JO N°55).
- Procédures définissant les catégories de voiries et de réseaux publics de viabilité et les modalités de leur prise en charge (JO N°57).

- Fixation de la réglementation relative à l'exercice de la profession d'agent immobilier (JO N°59).
- Conditions et les modalités de désignation des agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la législation et à la réglementation en matière d'aménagement et d'urbanisme ainsi que les procédures de contrôle (JO N°61).
- Création de l'agence nationale de l'urbanisme (JO N°61).
- Approbation du document technique réglementaire DTR-C-2.4.6 - intitulé "Règles de conception et de calcul des structures en bois" (JO N°18).
- Renouvellement de la composition de commission paritaire des corps des ingénieurs en chef et des architectes en chef (JO N°56).
- Fixation du règlement intérieur régissant les réunions de la commission de daïra chargée de se prononcer sur la mise en conformité des constructions (JO N°55).
- Approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme intercommunal de Sidi Bel Abbès, Sidi Lahcène, Sidi Brahim, El Amarna, Tilmouni et Zerouala de la wilaya de Sidi Bel Abbès (JO N°19).
- Fixation des modalités de fonctionnement de la commission d'attribution du logement public locatif et de la commission de recours (JO N°21).
- Organisation interne du centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment (CNERIB) (JO N°42).
- Fixation de montant et la forme du cautionnement pour l'exercice de la profession d'agent immobilier (JO N°59).

Au titre du ministère des transports il convient de citer les textes portants :

- Approbation de l'ordonnance relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière (JO N°45, 59).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de mise à double voie et modernisation des installations du tronçon Khemis Miliana/Oued Fodda de la ligne ferroviaire Alger/Oran (JO N°21).
- Création d'établissements publics de transport urbain à travers certaines wilayas (JO N°29).
- Attributions, la composition et les modalités d'organisation et fonctionnement du conseil de partenariat de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°29).
- Fixation des conditions d'exercice des activités auxiliaires au transport maritime (JO N°31).
- Fixation de la durée de travail au titre du régime spécifique des relations de travail du personnel navigant professionnel de l'aviation civile (JO N°35).
- Fixation des conditions et modalités d'exercice des fonctions exercées par le personnel de l'aéronautique civile (JO N°35).
- Fixation des conditions générales de navigabilité et d'exploitation des aéronefs (JO N°35).

- Fixation des conditions techniques d'utilisation des aéronefs et les règles d'aménagement et de sécurité à bord (JO N°35).
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'extension de la réalisation de la première ligne du métro d'Alger de la place Emir Abdelkader vers la place des Martyrs et de Hai El Badr vers Aïn Naadja (JO N°42).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la première ligne du tramway d'Alger (JO N°46).
- Création du comité national de sûreté de l'aviation civile et de comités de sûreté d'aéroports (JO N°57).
- Règlementant du transport effectué par taxi (JO N°70).
- Délimitations géographiques des sièges et l'organigramme des circonscriptions maritimes des stations principales et des stations maritimes (JO N°42).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°37).
- Fixation le nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°37).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs dans les institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°58).

e) SECTEUR EDUCATION ET CULTURE

Ce secteur s'est vu renforcé de nombreux textes législatifs et réglementaires au cours de cette année, initiés par les ministères suivants

Au titre du ministère de l'éducation nationale il convient de signaler les textes suivants :

- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale (JO N°58).
- Création et suppression de collèges et lycées (JO N°69).
- Organisation interne de l'observatoire national de l'éducation et la formation (JO N°18).
- Organisation interne de l'institut national de recherche en éducation (INRE) (JO N°42).
- Liste des établissements publics habilités à organiser le déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents grades et à certains postes supérieurs de l'éducation nationale (JO N°65).
- Liste des titres et diplômes requis pour le recrutement et la promotion dans certains grades spécifiques de l'éducation nationale (JO N°65).

- Fixation de cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents grades et à certains postes supérieurs de l'éducation nationale (JO N°71).

Au titre du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique il convient de citer les textes suivants :

- Précision de la mission de tutorat et fixant les modalités de sa mise en œuvre (JO N°1).
- Création d'universités dans plusieurs wilayas (JO N°2, 12, 46, 61).
- Création de l'école nationale supérieure de technologie et de l'école préparatoire en sciences de la nature et de la vie (JO N°6).
- Création de l'école préparatoire en sciences et techniques, sciences économiques, commerciales et sciences de gestion (JO N°6).
- Modification de la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire (JO N°12).
- Création de l'école nationale supérieure de sciences politiques, de l'école nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information, de l'école nationale supérieure des mines et de la métallurgie (JO N°46).
- Création d'une école hors université d'enseignement technologique à Skikda (JO N°46).
- Création de l'école préparatoire en sciences et techniques à Tlemcen et Annaba (JO N°46).
- Fixation des modalités de nomination au titre de professeur hospitalo-universitaire émérite, de professeur émérite et de directeur de recherche émérite (JO N°47).
- Fixation des conditions de recrutement des personnels étrangers dans les services de l'Etat, des collectivités locales, établissements, organismes et entreprises publics (JO N°50).
- Transformation de l'institut supérieur maritime en école hors université (JO N°50).
- Transformation de l'école polytechnique d'architecture et d'urbanisme en école hors université (JO N°59).
- Transformation de l'école nationale polytechnique en école hors université (JO N°59).
- Transformation de l'école supérieure de commerce en école hors université (JO N°59).
- Changement de la dénomination de l'école nationale supérieure de commerce (JO N°60).
- Organisation et fonctionnement de l'université d'Alger (JO N°61).
- Fixation des modalités de création, d'organisation et de fonctionnement de l'établissement public à caractère scientifique et technologique (JO N°62).
- Fixation des modalités d'exercice du contrôle financier a posteriori sur l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, l'établissement public à caractère scientifique et technologique et autres entités de recherche (JO N°62).

- Fixation des conditions d'attribution des bourses et le montant des bourses (JO N°62).
- Liste des activités, travaux et prestations pouvant être effectués par le centre de recherche sur l'information scientifique et technique en sus de sa mission principale (JO N°34).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°47).
- Fixation des tarifs des prestations de services assurées par les établissements de l'enseignement supérieur érigés en centres d'examens, dans le cadre de l'organisation des concours et examens professionnels au profit des institutions et administrations publiques (JO N°37).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°31).
- Classement des postes supérieurs de l'office national des œuvres universitaires, des directions des œuvres universitaires et des résidences universitaires (JO N°56).

Classification des postes supérieurs du rectorat, de la faculté, de l'institut, de l'annexe de l'université et de ses services communs (JO N°56).

- Classification du centre universitaire et de l'institut du centre universitaire et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°46).
- Création des directions des œuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées (JO N°60).
- Classification de l'école hors université et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°62).
- Organisation de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique en bureaux (JO N°62).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°77).

Au titre du ministère de la culture il convient de citer :

- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la culture (JO N°11).
- Composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la culture (JO N°11).
- Création de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la culture (JO N°11).
- Composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la culture (JO N°11).

- Composition nominative du conseil d'administration du ballet national (JO N°2).
- Organisation interne de l'orchestre symphonique national (JO N°16).
- Organisation interne du centre national des manuscrits (JO N°6).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de la culture (JO N°48).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de la culture (JO N°48).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du ministère de la culture (JO N°24).
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 127-302 intitulé "Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009" (JO N°5).
- Liste des travaux, services, études et fournitures dispensés des procédures d'appels d'offres et pouvant être réalisés dans le cadre du gré à gré après consultation (JO N°5).
- Liste des marchés d'études et des services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO N°5).
- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 123-302 intitulé "Fonds national du patrimoine culturel" (JO N°9).
- Création du centre national du livre (JO N°33).
- Fixation des conditions et les modalités d'organisation des festivals culturels (JO N°3).
- Création des musées nationaux et régionaux (JO N°10, 71).
- Approbation du statut du théâtre national algérien (JO N°11).
- Fixation des conditions et modalités d'exercice du commerce des biens culturels mobiliers non protégés, identifiés ou non identifiés (JO N°40).
- Création d'une école régionale des beaux-arts à Tipaza (JO N°40).
- Création des bibliothèques de lecture publique (JO N°62).
- Création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Nedroma, Tlemcen, Milla, Ksar de Tamerna (JO N°71).
- Création et délimitation du secteur sauvegardé du village d'Aït El Kaid (JO N°71).
- Création, organisation et fonctionnement de l'office national du parc culturel de l'Atlas Saharien, Tindouf, Touat Gourara Tidikelt (JO N°72).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration de l'ensemble national algérien de musique

andalouse (JO N°22).

- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Annaba (JO N°22).

- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de la bibliothèque nationale d'Algérie (JO N°14).

- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel (JO N°10).

- Institutionnalisation du festival culturel international du théâtre (JO N°16).

- Modalités de désignation et de fonctionnement du comité artistique des théâtres régionaux (JO N°19).

- Institutionnalisation du festival culturel international de la musique symphonique, du chant, Samaâ Soufie, danse contemporaine, créations de femmes, Abalessa – Tinhinane, les arts de l'Ahaggar (JO N°18, 26).

- Institutionnalisation du festival culturel local du chant à Guelma, Mostaganem, Boussaâda, Ouargla, Sebiba à Djanet (JO N°18).

- Remplacement d'un membre au conseil d'administration de l'office Riadh El Feth (JO N°31).

- Remplacement d'un membre au conseil d'orientation du palais de la culture (JO N°31).

- Institutionnalisation du festival culturel international du livre dénommé " Salon international du livre" (JO N°47).

- Institutionnalisation du festival culturel national du théâtre amazighe (JO N°47).

- Remplacement de deux membres au conseil d'administration du théâtre régional de Tizi Ouzou (JO N°44).

- Institutionnalisation du festival culturel local de la musique et de la chanson "Aâroubi" (JO N°59).

- Liste nominative des membres du conseil d'administration du théâtre national algérien (JO N°72).

- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional d'Oran (JO N°74).

- Classement des biens culturels mobiliers protégés (JO N°77).

- Désignation des membres de la commission chargée de l'inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif des biens, droits, obligations et moyens détenus par les annexes de la bibliothèque nationale d'Algérie (JO N°26).

- Organisation interne du musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie (JO N°40).

- Organisation administrative de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (JO N°37).

- Organisation interne des bibliothèques de lecture publique et de leurs annexes (JO N°36).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale 123-302 intitulé Fonds national du patrimoine culturel (JO N°56).
- Organisation interne du musée national de Tébessa (JO N°74).
- Organisation interne des musées régionaux de Chlef et de Khenchela (JO N°74).

Au titre du Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels il convient de signaler ce qui suit :

- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°13).
- Approbation du statut de l'institut national de la formation et de l'enseignement professionnels (INFEP) (JO N°57).
- Création d'instituts d'enseignement professionnels (JO N°57).
- Fixation des modalités de création des diplômes sanctionnant les cycles de formation professionnelle initiale (JO N°61).
- Création des instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle et érigeant un centre de formation professionnelle et de l'apprentissage en institut national spécialisé de formation professionnelle (JO N°62).
- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) et érection d'annexes de formation professionnelle et de l'apprentissage en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) (JO N°62).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°29).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, au titre de l'administration centrale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°29).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs, au titre de l'administration centrale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°29).
- Organisation interne de l'institut d'enseignement professionnel (JO N°63).

f) SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Ce secteur s'est caractérisé au cours de l'année par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

Au titre du ministère du travail de l'emploi et de la sécurité sociale il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation de nombre des membres, l'organisation et le fonctionnement des commissions locales de recours préalable qualifié en matière de sécurité sociale (JO N°1).
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions nationales de recours préalable qualifiées en matière de sécurité sociale (JO N°1).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national de la prévention des risques professionnels (JO N°49).
- Liste des membres du conseil national consultatif de la mutuelle sociale (JO N°3).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (JO N°19).
- Fixation du salaire national minimum Garanti (JO N° 75).
- Fixation de nombre des membres, l'organisation et le fonctionnement de la commission technique à caractère médical (JO N°10).
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'invalidité de wilaya qualifiée en matière de sécurité sociale (JO N°10).
- Périodicité et caractéristiques des informations ainsi que les données statistiques transmises à l'agence nationale de l'emploi par les employeurs, les communes et les organismes privés agréés de placement (JO N°13).
- Organisation et fonctionnement du fonds national de réserves des retraites (JO N°16).
- Conventions types conclues entre les organismes de sécurité sociale et les praticiens médicaux (JO N°23).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°37).
- Modificatif déterminant l'aménagement et la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine dans le secteur des institutions et administrations publiques (JO N° 44).
- Missions, organisation et fonctionnement de l'agence nationale de l'emploi (JO N°50).
- Convention-type conclue entre les organismes de sécurité sociale et les officines pharmaceutiques (JO N°70).
- Conditions de création, d'organisation, de fonctionnement et de financement des structures et officines chargées de l'action sanitaire et sociale des organismes de sécurité sociale (JO N°21).
- Désignation des membres du conseil d'administration du fonds national de péréquation des œuvres sociales (JO N°48).
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale d'assurance chômage et des non-salariés (CASNOS (JO N°32).

- Désignation des membres de la commission nationale de recours (JO N°32).
- Retrait d'agrément d'un agent de contrôle de la sécurité Sociale (JO N°29).
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (JO N°48).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°42).
- Organisation interne de la caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°50).
- Octroi d'agrément d'organismes privés de placement des travailleurs (JO N°54).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites et nationale d'assurance-chômage (JO N°56).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (JO N°56).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (JO N°56).
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale (JO N°50).
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N°46, 59, 61).
- Octroi d'agrément des agents de contrôle de la caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°61).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national de la prévention des risques professionnels (JO N°63).
- Liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale (JO N°68).
- Fixation du montant de la majoration pour conjoint à charge (JO N°70).
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre (JO N°73).
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale d'assurance-chômage (JO N°76).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°48).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°42).

Au titre du ministère des Moudjahidine il convient de signaler ce qui suit :

- Organisation interne des musées nationaux du Moudjahid (JO N°33).
- Création d'annexes aux centres de repos des Moudjahidine (JO N°56).
- Organisation interne du centre de repos des moudjahidine (JO N°70).

Au titre du ministère de la jeunesse et des sports il convient de signaler ce qui suit :

- Conditions de création, d'organisation et de fonctionnement des écoles sportives nationales et régionales spécialisées (JO N°3).
- Création d'une école nationale et d'écoles régionales de football (JO N°3).
- Conditions de création, l'organisation, le fonctionnement, l'agrément et le contrôle des centres de formation des talents sportifs (JO N°14).
- Procédures et les normes spécifiques de l'homologation technique et sécuritaire des infrastructures sportives ouvertes au public ainsi que les modalités de leur application (JO N°32).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°41).
- Organisation interne du laboratoire national de dépistage et de lutte contre le dopage (JO N°27).
- Classification du centre national de médecine du sport et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°40).
- Organisation interne du centre national et des centres régionaux de regroupement et de préparation des talents et de l'élite sportive (JO N°30).
- Modalités d'affectation des biens mobiliers acquis par le comité d'organisation des neuvièmes jeux africains en Algérie (JO N°41).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°41).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°41).
- Fixation des modalités d'affectation des biens mobiliers acquis par le comité d'organisation des dixièmes jeux sportifs arabes en Algérie (JO N°46).
- Modalités d'affectation des biens mobiliers acquis par le comité d'organisation des seizièmes jeux arabes scolaires en Algérie (JO N°46).
- Organisation interne de l'école sportive nationale et des écoles sportives régionales spécialisées (JO N°63).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°77).

Au titre du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la communauté nationale à l'étranger il convient de signaler ce qui suit :

- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale (JO N°18).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la solidarité nationale (JO N°18).
- Composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la solidarité nationale (JO N°44).
- Listes centres d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés visuels et auditifs et des centres médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux et handicapés moteurs (rectificatif) (JO N°21).
- Conditions de création, l'organisation et le fonctionnement des établissements d'aide par le travail (JO N°39).
- Création, organisation et fonctionnement du conseil consultatif de la communauté nationale à l'étranger (JO N° 53).
- Fixation du dispositif d'activité d'insertion sociale (JO N°54).
- Liste annexée au décret n° 80-83 du 15 mars 1980 portant création, organisation et fonctionnement des foyers pour enfants assistés (JO N°59).
- Listes des centres d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés visuels et des centres médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux et handicapés moteurs (JO N°59).
- Liste des centres polyvalents de sauvegarde de la jeunesse (JO N°59).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la solidarité nationale (JO N°64).
- Liste des centres d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés visuels (JO N°77).
- Liste des centres pour insuffisants respiratoires (JO N°77).
- Modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 069-302 intitulé (Fonds spécial de solidarité nationale) (JO N°56).

Au titre du ministère de la santé, de la population, et de la réforme hospitalière il convient de signaler ce qui suit :

- Interdiction d'importation des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés à la médecine humaine fabriqués en Algérie (JO N°13).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant au corps des administrateurs des services de santé (JO N°28).
- Dispositions applicables à l'école nationale de santé publique (JO N°28).
- Dispositions définissant les activités de santé de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire et fixant les modalités de rétribution y afférentes (JO N°31).

- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des psychologues de santé publique (JO N°43).
- Dispositions relatif à l'agence nationale du sang (JO N°47).
- Fixation des règles de création, d'organisation et de fonctionnement des centres hospitalo-universitaires (JO N°58).
- Prévention des risques liés à l'amiante (JO N°59).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique (JO N°70).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant au corps des praticiens médicaux spécialistes de santé publique (JO N°70).

g) SECTEUR DE LA CODIFICATION ET DE L'INFORMATION JURIDIQUE

Durant l'année 2009, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants:

1 / Base de données juridiques :

Etat quantitatif des textes traités: **1.978**

Répartis comme suit :

- Loi et ordonnance : 09
- Décret présidentiel : 1178 dont

{	<ul style="list-style-type: none">- 25 ratifications de conventions et accords internationaux,- 1042 décisions individuelles,- 111 textes réglementaires.
---	---
- Décret exécutif : 338
- Arrêté interministériel : 171
- Arrêté ministériel : 247
- Décision, avis et règlement : 34
- Instruction interministérielle : 01

2 / Codification :

Travaux réalisés :

- Code de procédures fiscales,
- Code des assurances,
- Code du service national,
- Code pénal (amendé),
- Code des douanes (amendé),
- Actualisation au 31 décembre 2009 du recueil des conventions et accords signés par l'Algérie depuis 1962.

CONCLUSION

Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment la consolidation de l'Etat de droit, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile, la réconciliation nationale et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.

Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.

Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.